

## NOTES D'INTERVENTION

\*\*\* Seule la version prononcée fait foi \*\*\*

3 novembre 2008

### **DIALOGUE MACRO-ECONOMIQUE AU NIVEAU POLITIQUE 19<sup>E</sup> REUNION**

#### **INTERVENTION DE PHILIPPE DE BUCK DIRECTEUR GENERAL DE BUSINESSEUROPE**

##### **Temps de parole : 5 minutes**

Horaire : 15h00-16h30  
Présidence : Christine Lagarde, Ministre des Affaires économiques, des Finances et de l'Emploi  
Introductions par : **Joaquín Almunia**, Commissaire aux Affaires économiques et monétaires  
**Jean-Claude Trichet**, Président de la BCE  
**Jean-Claude Juncker**, Président de l'Eurogroupe  
**John Monks**, Secrétaire général de la CES  
**Philippe de Buck**, Directeur général de BUSINESSEUROPE

Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, Monsieur le Président Juncker et Monsieur le Président Trichet, je vous remercie vivement de vos efforts.

La crise financière affecte avec une intensité croissante les économies industrialisées et émergentes. Elle entraînera un ralentissement économique significatif dans le monde.

Les entreprises européennes apprécient le leadership de la présidence française, de la Commission européenne, de l'Eurogroupe et de la Banque centrale européenne.

L'ampleur et l'amplitude des difficultés actuelles sont telles que BUSINESSEUROPE a revu ses prévisions en réduisant de 1% la croissance annoncée. Nous prévoyons une stagnation de l'économie européenne en 2009. Cela aura d'importantes répercussions sur les dépenses d'investissement et sur l'emploi. À l'heure actuelle, nous prévoyons un recul de l'emploi dans l'UE-27 de 1,1 millions en 2009. Après une création d'emplois nette de 2 millions cette année et de plus de 10 millions au cours des cinq années écoulées, ceci doit nous inciter à suivre l'évolution de l'emploi de façon très précise.

Mais il va de soi que les évolutions salariales futures doivent être évaluées au regard de la détérioration des conditions sur les marchés du travail. Des marges de manœuvre existent dans certains pays. D'autres en revanche, ont vu leur position de compétitivité se dégrader, devront imposer des conditions plus modérées. Cela contribuera également à éviter une deuxième vague de pressions inflationnistes dans la zone euro. La baisse des prix de l'énergie et des produits de base a déjà contribué à la diminution de l'inflation – nous l'estimons à 2,4 % pour l'année prochaine.

Aujourd'hui, nous devons nous concentrer sur les politiques qui ramèneront la confiance dans les marchés, les entreprises et parmi les citoyens. La Commission a fourni un cadre clair et détaillé pour régler les principaux aspects. Nous attendons des chefs d'État et de gouvernement, lors de leur réunion extraordinaire du 7 novembre, qu'ils poursuivent leur action commune selon trois axes.

1. L'UE a décidé d'un plan d'action commun. Il est essentiel désormais que **la mise en œuvre nationale soit effective et évite les distorsions néfastes dans le marché intérieur.**

Nous devons d'urgence **renforcer la coordination, la transparence et la convergence de la supervision des marchés financiers au sein de l'UE.** BUSINESSEUROPE se tient prête à contribuer activement aux réflexions du groupe de haut niveau sur la supervision financière transfrontière, présidé par Jacques de Larosière.

2. **Nous devons réduire l'impact de la crise financière sur l'économie.**

- a) D'abord et avant tout, les réductions des taux d'intérêt sont un signal fort de soutien, car elles soulignent que la BCE prend toutes les mesures nécessaires. BUSINESSEUROPE a beaucoup apprécié la diminution de 0,5 % opérée de façon concertée le 8 octobre. Nous sommes très heureux que la BCE ait déjà évoqué une prochaine diminution.
- b) Mais d'autres initiatives seront nécessaires pour maintenir la distribution de crédit vers l'économie. Les garanties de l'État pour soutenir les prêts bancaires au secteur privé sont une option. Des instruments de la BEI suffisamment financés et rapidement accessibles en sont une autre. Des interventions des banques centrales sur les liquidités devraient également soutenir le crédit.
- c) Nous devons aussi trouver des moyens supplémentaires, au sein du budget de l'UE, pour aider les États membres qui rencontrent de graves difficultés financières. Il faudra les soutenir lorsqu'ils traversent des difficultés monétaires significatives. Cela est particulièrement important pour les nouveaux États membres qui ne bénéficient pas de la protection apportée par l'euro. Jusqu'à présent ils dépendent de plans de secours du FMI. Plusieurs de nos fédérations membres ont exprimé leurs préoccupations devant le manque de cadre approprié pour les instruments d'appui de l'UE.

- d) Permettez-moi également de dire un mot sur les politiques budgétaires dans les états membres. Ce qui importe est la qualité des finances publiques. Les dépenses dans l'éducation et la formation, les infrastructures, les sciences et les technologies doivent non seulement être maintenues, mais renforcées là où cela est possible. Ceci est recommandé par la stratégie de Lisbonne. Pour améliorer la qualité et diminuer les coûts de telles initiatives, nous devons envisager l'extension des partenariats public-privé. De plus, les politiques d'activation du marché du travail devraient être modernisées dans le sens des principes de flexi-sécurité.

Dans les conditions exceptionnelles actuelles, nous ne nous opposons pas à ce que la flexibilité permise par le pacte de stabilité et de croissance amortisse l'impact de la crise. Nous reconnaissons assurément les effets stabilisateurs des politiques budgétaires contra-cycliques. Mais les déficits supérieurs à 3 % du PIB doivent être temporaires, et compensés par des mesures de correction claires pour la suite.

3. Enfin, l'Europe doit veiller à ce qu'**au niveau international, de bonnes décisions soient prises**. Nous espérons vivement que lors du sommet du G 20 à Washington, le 15 novembre, les décideurs européens parleront d'une seule voix et proposeront des solutions pour renforcer le système financier international ainsi que les institutions qui l'accompagnent. Il faut assurer une participation accrue des économies émergentes.

Nous saluons les récents **amendements aux règles comptables apportés par l'IASB concernant le « Mark to Market »**. Mais nous ne pouvons exclure que de nouvelles révisions au niveau international soient nécessaires pour éviter les effets pro-cycliques de certaines normes comptables. Nous soutiendront la modification des règles relatives aux **agences de notation**, afin de résoudre le conflit d'intérêt et d'améliorer la fiabilité de leurs évaluations.

En conclusion, et pour regarder au-delà du court terme, il est de la plus haute importance que les chefs d'État et du gouvernement du G 20 renouvellent leur engagement à **lutter contre le protectionnisme, faire progresser les négociations commerciales et promouvoir des politiques d'investissement ouvertes**.

J'ai confiance aussi que la forte dynamique politique créée par la crise sera utilisée à bon escient pour renforcer la gouvernance économique, au bénéfice de la croissance et de l'emploi en Europe.

Je vous remercie de votre attention.

---